



L'incidence de l'intermédiation financière sur la croissance économique

أثر الوساطة المالية على النمو الاقتصادي

Impact of financial intermediation on economic growth

CHOUCHAOUI Lamia*

¹Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (Algérie),

✉anya.lamia@hotmail.com.

Reçu le : 25/11/2021

Accepté le : 24/12/2021

Publié le : 31/12/2021

R É S U M É

L'impact de la pandémie de COVID-19 est mondial. Un nombre croissant de pays en développement et d'économies émergentes ont imposé des mesures de confinement très strictes pour empêcher la propagation incontrôlable du virus et transformer la crise du COVID-19 en crise humanitaire. La vie sociale et économique ralentit. Ces confinements ont un impact profond sur la vie de centaines de millions de personnes vulnérables. Beaucoup d'entre eux vivent avec un faible revenu et dépendent de revenus quotidiens pour survivre. Ils voient leurs revenus fortement diminuer voire disparaître sans piliers financiers ou autres mesures de sécurité sur lesquelles se rabattre. Dans ce contexte, le rôle de l'intermédiation et l'inclusion financière est plus important que jamais. Lorsque les familles pauvres ont accès aux services financiers, elles peuvent gagner plus, constituer des actifs et se protéger des chocs externes.

Mots clés : Intermédiation financière, inclusion financière, croissance économique.

Classification JEL : G21, O11.

*Auteur correspondant : CHOUCHAOUI Lamia, ✉ e-mail : anya.lamia@hotmail.com

الملخص

أثرت جائحة COVID-19 على العالم ككل. فرض عدد متزايد من البلدان النامية والاقتصادات الناشئة تدابير حجر صارمة للغاية لمنع انتشار الفيروس بشكل لا يمكن السيطرة عليه وتحويل أزمة COVID-19 إلى أزمة إنسانية. الحياة الاجتماعية والاقتصادية أخذت تتباطأ. إن عمليات الحجر هذه لها تأثير عميق على حياة مئات الملايين من الأشخاص المستضعفين. يعيش الكثير منهم على دخل منخفض ويعتمدون على الدخل اليومي للبقاء على قيد الحياة. إنهم يرون أن دخلهم ينخفض بشكل كبير أو حتى يختفي دون دعائم مالية أو تدابير أمنية أخرى يمكنهم الرجوع إليها. في هذا السياق، أصبح دور الوساطة والشمول المالي أكثر أهمية من أي وقت مضى. عندما تتمكن الأسر الفقيرة من الوصول إلى الخدمات المالية، يمكنها كسب المزيد وبناء الأصول وحماية نفسها من الصدمات الخارجية.

الكلمات المفتاحية: الوساطة المالية، الشمول المالي، النمو الاقتصادي.

تصنيفات JEL: O11، G21.

ABSTRACT

The impact of the COVID-19 pandemic is global. An increasing number of developing countries and emerging economies have imposed very strict lockdown measures to prevent uncontrollable spreading of the virus and turning the COVID-19 crisis into a humanitarian crisis. Social and economic life is slowing down and coming to a virtual standstill. These lockdowns have a profound impact on the lives of hundreds of millions of vulnerable people. Many of them live on a low-income and rely on daily earnings to survive. They see their income sharply decrease or even disappear without financial buffers or other safety measures to fall back on. In this context, the role of financial inclusion is more important than ever. When poor families have access to financial services, they can earn more, build assets and cushion themselves against external shocks

Key words: Financial intermediation, Financial inclusion, Economic growth.

JEL classification: G21, O11.

1. Introduction

La réalité économique des pays en voie de développement est l'exclusion de millions de personnes qui vivent dans ces pays du système financier officiel, la majorité n'ont pas de comptes chèques, ni de cartes de crédit, ni d'assurances, ni même d'un endroit où placer leurs économies. Parmi les obstacles auxquels ils sont confrontés, on peut citer à titre d'exemple : pour faire une opération bancaire ordinaire, ils sont dans l'obligation de fermer leur commerce, pour se rendre à la banque, à des heures de marche ou dépenser leur argent durement gagné pour prendre le transport en commun. D'où la nécessité de définir la possibilité d'accéder à moindre coût aux différents services financiers pour ses personnes conformément à leurs besoins et attentes, et c'est ici que vient le rôle de l'inclusion financière.

A travers notre intervention, nous tenterons de mettre en avant la démarche d'inclusion financière, son rôle essentiel dans la croissance économique et atteindre une certaine stabilité financière dans un pays en voie de développement. Nous nous intéresserons plus particulièrement au cas de l'Algérie. Nous tenterons de répondre à la problématique suivante :

Quel est l'impact de l'intermédiation et l'inclusion financière sur la croissance économique ?

A travers la réponse aux questions ci-dessous :

- En quoi consiste l'inclusion financière ?
- Quel est le rapport entre l'inclusion financière et la croissance économique ?
- Quels facteurs sont liés à l'inclusion financière peuvent avoir une influence sur la croissance économique ?

L'inclusion financière concerne aussi bien les pays développés que les pays en voie de développement. Des études menées par la Banque mondiale ont démontré que plus de la moitié des personnes adultes dans le monde n'a aucun accès à des services financiers.

2. Définition et objectifs de l'inclusion financière

L'inclusion financière est « l'emploi des différents services financiers par toutes les catégories sociales y compris les petites et moyennes entreprises et

les catégories marginalisées. Il s'agit d'un meilleur accès et une utilisation plus intensive des services financiers » (Guérineau et Jacolin, 2014, p58).

Les services financiers fournissant des fonds indispensables aux activités commerciales, ce qui permet de générer des profits plus élevés, les familles sont en mesure d'épargner et de mieux gérer les flux de trésorerie. Ils donnent aux familles pauvres les moyens d'acquérir des terres, de construire ou de rénover leur maison, d'acheter du bétail et des biens de consommation ou d'étendre leurs activités commerciales. En plaçant de l'argent dans une institution financière de confiance, les familles peuvent faire fructifier et utiliser leurs fonds en toute sécurité au lieu de cacher leur argent sous le plancher et l'exposer au vol. Les entrepreneurs peuvent créer des emplois pour eux et pour d'autres personnes aussi.

L'objectif de l'inclusion financière est de se débarrasser de toute forme d'exclusion bancaire et financière par la facilitation de l'accès des populations exclues du circuit bancaire traditionnel à divers produits et services financiers ayant un coût faible, on peut citer les micros crédit, le mobile Banking, les produits d'épargne, le transfert d'argent et la micro-assurance. Cet accès va faciliter le quotidien des ménages et les entreprises et les aide à financer leurs objectifs à long terme et de se prémunir contre les chocs extrêmes. La distribution des produits sur le marché est assurée par différents organismes financiers : institutions de microfinance, coopératives, prestataires de micro-assurance et banques.

3. Revue de la littérature sur le rapport entre l'intermédiation financière et la croissance économique

La littérature économique sur le lien entre le développement du système financier et la croissance économique a fait l'objet de plusieurs travaux de recherche, qu'il s'agisse d'études théoriques ou bien même empiriques. Mais, l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique reste très difficile à évaluer à cause de plusieurs facteurs socioéconomiques. Il n'y a pas de consensus sur les déterminants de l'inclusion financière.

3.1. Littérature théorique

Plusieurs auteurs se sont intéressés au rôle du secteur financier et plus précisément, les banques, dans le processus de développement économique d'un pays. Les principales idées peuvent être résumées dans le tableau suivant :

Tableau 1 : L'impact de l'intermédiation financière sur la croissance économique : Revue de la littérature théorique

Auteurs	Année	Pensée
Schumpeter	1912	Soulignait l'importance des banques dans le fonctionnement du système économique et leur apport bénéfique à la croissance à travers le financement de l'innovation
McKinnon et Shaw	1973	Préconisaient l'affranchissement financier comme un remède contre le sous-développement économique, au travers de la théorie de la libéralisation financière
Levine et al.	2000	Soutenait l'idée que le développement financier a un effet causal positif sur la croissance économique, surtout au cours des premières phases de développement
Beck et al	2000	
Quinn, Mougani Deidda et Fattouh,	1997 2010 2002	Selon eux, un système financier ne peut avoir un impact positif sur la croissance des économies que s'il atteint un certain niveau de développement, et que c'est plutôt la croissance économique qui mène au développement financier et non l'inverse
Čihák et al	2012	Pour eux, les économies où les niveaux de développement du secteur financier sont plus avancés connaissent une croissance plus rapide et luttent plus efficacement contre la pauvreté
Stiglitz et Weiss	1981	Soutenaient l'idée que le fonctionnement décentralisé et concurrentiel des marchés ne conduit pas toujours à des résultats efficaces, les marchés financiers ne sont pas parfaits.

		Les asymétries d'information (aléa moral et sélection adverse) sur les capacités de remboursement des emprunteurs jouent aussi un rôle important dans le développement du secteur financier
Boyd et Smith	1994	Des partisans de la théorie des services financiers, le marché financier joue un rôle important, car les intermédiaires et les marchés sont complémentaires dans la provision des services financiers et la croissance. Les marchés et les intermédiaires sont des alternatives. Ils assurent les mêmes fonctions avec différents degrés de succès
Levine et al	2000	Leur vision légale suppose que le développement financier, défini par le système réglementaire et légal, prédit la croissance économique
Demetriades et Hook Law McDonald et Schumacher	2006 2007	Les facteurs institutionnels peuvent également avoir des répercussions sur la relation entre finance et croissance (théorie de la loi et de la finance ou Law and Finance Theory) Il existe une corrélation entre les institutions juridiques et le développement du secteur financier
Obstfeld Grilli et Milesi - Ferretti	1994 1995	L'inclusion financière selon eux peut aussi stimuler la croissance économique, en améliorant l'allocation des capitaux, à travers la diversification des risques, même si l'effet à long terme sur la croissance ne paraît pas robuste

Source : Elaboré par l'auteur

3.2. Etudes empiriques

Concernant la littérature empirique, les études réalisées sur l'effet de l'intermédiation et l'inclusion financière sur la croissance économique dans les pays en développement, sont contradictoires. Il y a des études qui ont menées à des conclusions en faveur de l'inclusion financière en soutenant son rôle dans la croissance économique. Elles peuvent être représentées dans le tableau suivant :

Tableau 2 : L'impact de l'intermédiation financière sur la croissance économique : Revue de la littérature empirique

Auteurs	Année	Pensée
McKinnon et Shaw	1973	Elles ont entraîné une forte augmentation des dépôts bancaires, stimulé la croissance économique.
Kapur	1976, 1983	Les résultats empiriques positivent le lien entre l'inclusion financière et la croissance économique.
Vogel et Buser	1976, 1977	
Galbis Mathieson	1979, 1980	Ils ont renforcé les fondements du concept de libéralisation financière.
Roubini, de King et Levine	1993	Défendaient la thèse selon laquelle un système financier inclus joue un rôle positif dans le financement de la croissance économique en s'appuyant sur les techniques des moindres carrés ordinaires, l'effet fixe et l'effet aléatoire,
Khmakhem	2003	Dans le cas des pays en développement, en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires, effets fixe et aléatoire, a soutenu que « le développement du système financier a un impact positif et significatif sur la croissance à long terme
Rancière et al	2006	Ont utilisé le modèle des moindres carrés ordinaires, et décomposaient l'effet du développement financier en deux effets : un effet positif et direct et un effet négatif et indirect à travers les crises sur la croissance économique. Ils ont aboutis à la conclusion selon laquelle l'effet positif l'emporte sur l'effet négatif, que la libéralisation financière renforce, d'une part, le développement financier, qui est nécessaire à la croissance à long terme et,

		d'autre part, conduit à des crises de plus en plus fréquentes, qui réduisent ou annulent l'effet positif de la finance sur la croissance.
Senouci	2012	L'intégration financière a des effets positifs sur le taux de croissance économique, lorsque certaines conditions économiques, financières et institutionnelles sont réunies ; de même les entrées de capitaux favorisent la croissance économique au-delà des effets qu'elles engendrent sur l'investissement, mais seulement dans les économies qui ont atteint un certain niveau de développement
Onalapo	2015	En utilisant le modèle des moindres carrés ordinaires, a aboutit à un rapport positif de l'inclusion financière à travers la réduction de la pauvreté sur la croissance économique
Zenasni	2014	En utilisant le modèle des moindres carrés ordinaires, effet fixe et effet aléatoire, confirme que l'intégration financière a des effets positifs sur la croissance économique, mais ces effets se différencient d'un pays à l'autre. Il indique de même que la libération financière affecte positivement le développement du système bancaire et financier et améliore la croissance.
Loaba	2015	Pour lui, il existe un effet positif du développement financier, mesuré par le crédit bancaire, sur la croissance économique.
Gardeva et Rhyne	2011	Selon lui, le niveau de connaissances financières influence positivement l'inclusion financière

Source : Elaboré par l'auteur

D'autres travaux ont montré que l'intégration financière n'a pas d'impact considérable sur la croissance économique. Elles peuvent être représentées dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Quelques travaux sur l'intégration financière

Auteurs	Année	Pensée
Quinn	1997	Ont montré que certaines variables financières agissent négativement sur l'inclusion financière et, donc, sur la croissance économique. Il en est par exemple du taux d'intérêt. Une hausse du taux d'intérêt augmente l'opportunisme de l'emprunteur et son risque de défaillance,
Mougani	2010	
Mbaye	2002	Il a montré à l'aide d'un modèle des moments généralisés que le développement financier n'a pas d'impact positif sur la croissance, mais c'est plutôt la croissance économique qui suit le développement financier et non l'inverse

Source : Elaboré par l'auteur

4. Les facteurs déterminants de l'inclusion financière dans la littérature

Un nombre croissant d'études examinent l'inclusion financière en utilisant la base de données Global Findex de la Banque mondiale, qui contient des indicateurs d'inclusion financière seulement pour les années 2011 et 2014 pour 148 pays.

(Demirgüç-Kunt et Klapper, 2013) ont étudié l'utilisation des services financiers pour tous les pays en se concentrant sur les trois principaux indicateurs de l'inclusion financière :

La possession d'un compte bancaire, l'épargne dans un compte bancaire et l'utilisation des prêts bancaires. Ils ont trouvé que le revenu est un déterminant majeur de l'inclusion financière.

Dans une analyse transversale, (Sarma et Pais, 2011) ont montré que le revenu, l'inégalité des revenus, l'utilisation du téléphone portable, internet et l'alphabétisation des adultes sont des facteurs importants qui déterminent l'inclusion financière dans un pays. Ils soutiennent que les pays ayant un faible PIB par habitant ont une connectivité relativement plus faible et des taux d'alphabétisation plus faibles semblent être plus exclus financièrement.

(Fungacova et Weill, 2015) ont étudié l'inclusion financière en Chine et l'ont comparé avec les autres pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Ils observent que le revenu et l'éducation renforcent le niveau d'inclusion financière et que les hommes et les personnes âgées ont des niveaux plus élevés d'inclusion financière.

En Argentine, (Tuesta et al., 2015) ont constaté que le revenu et l'éducation sont tous les deux des facteurs importants pour l'inclusion financière.

En Inde, (Chithra et Selvam, 2013) ont constaté que le revenu, la population, l'alphabétisation, le dépôt et la pénétration du crédit sont significativement associés à l'inclusion financière.

De même, (Kumar, 2013) a constaté que la structure socioéconomique et environnementale est importante pour façonner les habitudes bancaires des masses en Inde.

Au Pérou, Camara, (Peña et Tuesta, 2014) ont montré que les niveaux de revenu et l'éducation sont des variables significatives pour la détermination d'inclusion financière.

En Afrique, (Allen et al., 2014) ont montré que la densité de la population est beaucoup plus déterminante de l'inclusion financière qu'ailleurs. En outre, ils ont constaté que les services bancaires mobiles élargissent l'accès aux services financiers.

(Efobi et al, 2014) ont exploré les facteurs influençant l'accès et l'utilisation des services bancaires au Nigeria, et leurs résultats révèlent que les attributs individuels, le revenu et l'utilisation des TIC (technologie d'information et de communication) sont des facteurs significatifs influençant l'utilisation des services bancaires.

5. Données statistiques sur l'inclusion financière

Dans plus de 140 économies, les adultes ont accès à un compte bancaire, effectuent des paiements, épargnent, empruntent et gèrent les risques. En matière d'inclusion financière, chaque économie connaît ses propres succès, défis et opportunités. Un nombre croissant d'études démontre les impacts des progrès accomplis par les pays sur des priorités déterminantes telles que la réduction de la pauvreté, de la faim et des inégalités entre les sexes.

Les données que nous allons présenter concernent l'utilisation des comptes bancaires et services financiers numériques, cartes de paiement et autres applications financières, ces données ont pour source la base de données Global Findex (Global Financial Inclusion).

Cette base est un ensemble de données qui fournit une image rigoureuse et multidimensionnelle de la situation actuelle et des progrès accomplis dans l'élargissement de l'accès universel aux services financiers de base dont les populations ont besoin pour se protéger de l'adversité et investir pour leur avenir.

5.1. La bancarisation

L'intermédiation financière s'accélère dans le monde entier, cependant la progression est inégale d'un pays à l'autre. Alors que le taux de détention d'un compte a nettement augmenté dans certains pays, les progrès sont plus lents dans d'autres, souvent à cause de fortes disparités entre hommes et femmes, ainsi qu'entre riches et pauvres.

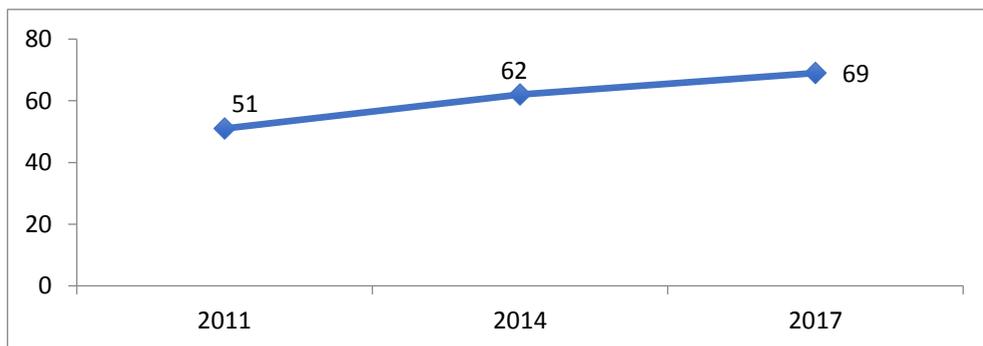
Dans les économies à revenu élevé, 94 % des adultes détiennent un compte, contre 63 % dans les économies en développement.

La détention de compte est de 13 points de pourcentage plus élevée chez les adultes vivant dans les 60 % des ménages les plus riches que chez ceux des 40 % les plus pauvres. Et les populations urbaines profitent d'un meilleur accès aux moyens financiers que les communautés rurales. En Chine, près de 200 millions d'adultes ruraux restent exclus du système financier formel.

Le rapport de la Banque mondiale sur l'utilisation des services financiers montre que les hommes restent plus susceptibles d'avoir un compte bancaire que les femmes. Dans la plupart des pays du monde, les femmes restent largement à la traîne par rapport aux hommes. A l'échelle mondiale, 65 % des femmes possèdent un compte, contre 72 % des hommes, ce qui représente un écart de 7 points de pourcentage, une situation inchangée depuis 2011.

L'évolution du pourcentage des personnes utilisant des services financiers sur la période 2011-2017 est représentée dans la figure suivante.

Figure 1 : le pourcentage des personnes possédant un compte



Source : GLOBAL FINDEX

Dans le monde, 69% des adultes, en 2017, détenaient un compte auprès d'une banque ou d'un service d'argent mobile alors qu'ils étaient 62 % en 2014 et à peine 51 % en 2011.

5.2. La non bancarisation

A l'échelle mondiale, environ 1,7 milliard d'adultes ne sont pas bancarisés donc ne détiennent pas de compte auprès d'une institution financière ou d'un prestataire de services de paiement par téléphonie mobile. La détention de compte étant quasi universelle dans les économies à revenu élevé, pratiquement tous les adultes non bancarisés vivent dans les pays en développement. En effet, près de la moitié vit dans seulement sept économies en développement : Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Mexique, Nigeria et Pakistan 56% de la totalité des adultes non bancarisés sont des femmes. Ces dernières sont surreprésentées chez les non-bancarisés dans les économies où seule une petite proportion d'adultes ne sont pas bancarisés – notamment la Chine et l'Inde –, et dans les économies où la moitié ou plus sont bancarisés, comme le Bangladesh et la Colombie.

Les plus pauvres représentent également une part disproportionnée des personnes non bancarisées. A l'échelle mondiale, la moitié des adultes non bancarisés appartiennent aux 40 % des ménages les plus pauvres de leur économie, et l'autre moitié aux 60 % les plus riches. Mais le modèle varie selon les économies. Dans celles où la moitié des adultes ou plus sont non

bancarisés, les non-bancarisés sont aussi susceptibles de provenir d'un ménage plus pauvre. Dans les économies où seulement 20 à 30 % des adultes ne sont pas bancarisés, les personnes non bancarisées sont beaucoup plus susceptibles d'être pauvres.

Les adultes non bancarisés sont plus susceptibles d'avoir un faible niveau d'éducation. Dans le monde en développement, près de la moitié des adultes n'ont fréquenté que l'enseignement primaire. Chez les adultes non bancarisés, la proportion est proche des deux tiers. Un peu plus d'un tiers des personnes non bancarisées a terminé ses études secondaires ou postsecondaires.

Les personnes actives sur le marché du travail sont moins susceptibles d'être non bancarisées. Environ 37 % de tous les adultes des pays en développement sont inactifs, et 47 % des adultes non bancarisés sont inactifs. Parmi les non-bancarisés, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être inactives.

Pour comprendre les raisons de la non-bancarisation, l'enquête Global Findex 2017 a interrogé les adultes qui ne possèdent pas de compte dans une institution financière pour en connaître les raisons. La plupart ont invoqué deux raisons :

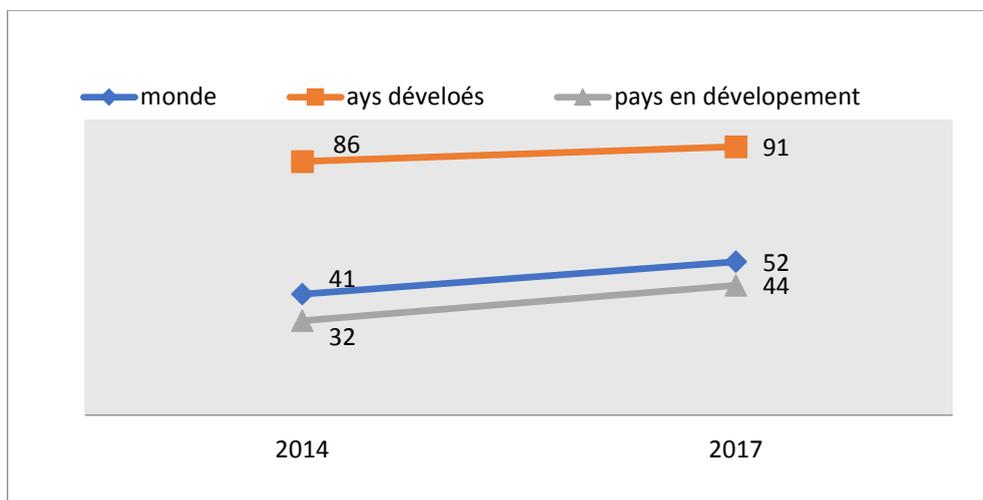
- Une grande partie a expliqué avoir trop peu d'argent pour ouvrir un compte.

- Deux tiers ont invoqué cette raison pour ne pas posséder un compte dans une institution financière, et environ un cinquième l'a avancé comme seule raison. Le coût et la distance ont tous été cités par environ un quart des personnes ayant répondu à la question, et une proportion similaire a déclaré ne pas avoir de compte parce qu'un membre de la famille en possédait déjà un. Le manque de documentation et la méfiance à l'égard du système financier ont tous deux été cités par environ un cinquième des adultes sans compte, et les préoccupations religieuses par 6 %.

5.3. L'utilisation des paiements numériques

La représentation graphique des titulaires de compte qui l'utilisent pour les paiements numériques entre 2014 et 2017 sont représentées dans le graphique suivant :

Figure 2 : les paiements numériques



Source : GLOBAL FINDEX

Les données sont en hausse. La part des adultes effectuant ou recevant des paiements numériques dans le monde a augmenté de 11 points de pourcentage entre 2014 et 2017. Dans les économies en développement, la part des adultes utilisant les paiements numériques a augmenté de 12 points de pourcentage, pour atteindre 44 % alors que pour les économies développées ces paiements ont augmenté de 9% entre 2014 et 2017.

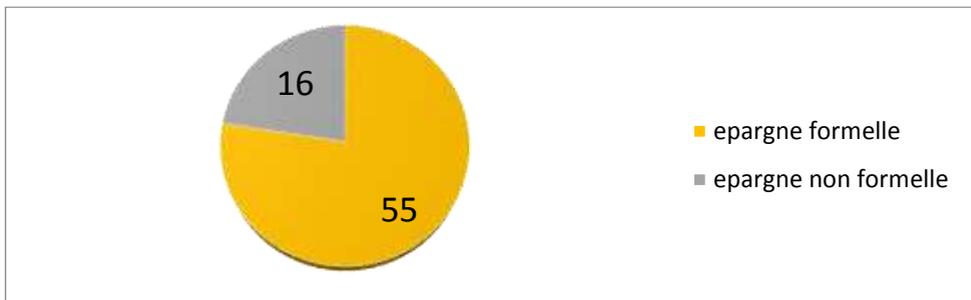
5.4. L'épargne

L'épargne est l'un des aspects clés de l'inclusion financière. Les individus épargnent de différentes manières. Beaucoup épargnent de manière formelle, en utilisant notamment un compte dans une institution financière. Il existe également l'épargne semi-formelle, qui est souvent utilisée, en recourant à un club d'épargne, un procédé particulièrement répandu en

Afrique subsaharienne, ou en confiant ses économies à une personne extérieure à la famille. Il est également possible d'épargner des espèces à la maison ou sous forme de bétail, de bijoux ou de biens immobiliers. Cela peut également inclure l'utilisation de produits de placement offerts par des actions et d'autres marchés négociés ou l'achat de titres d'État.

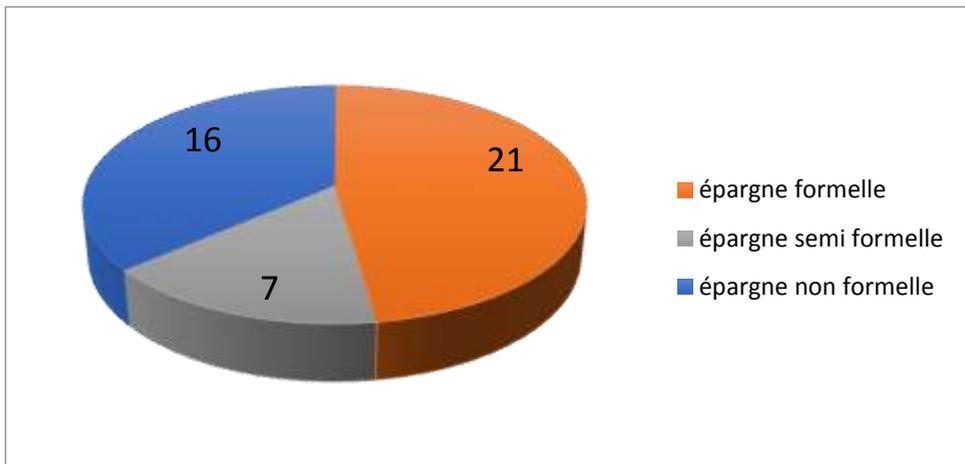
Les graphiques suivants donnent la répartition de l'épargne pour les économies développées ou les économies en développement.

Figure 3 : épargne pour les économies développées



Source :Global Findex

Figure 4 : épargne pour les économies en développement



Source : GLOBAL FINDEX

A l'échelle mondiale, plus de la moitié des épargnants économisent dans une institution financière.

Dans les économies à revenu élevé, 71 % ont déclaré épargner, contre 43 % dans les économies en développement. Les individus épargnent de différentes manières. Beaucoup épargnent de manière formelle, en utilisant notamment un compte dans une institution financière. Dans les économies à revenu élevé, plus des trois quarts des épargnants (55 % de tous les adultes) font des économies de cette manière ; dans les économies en développement, un peu moins de la moitié des épargnants (21 % de tous les adultes) économisent ainsi. L'épargne semi-formelle est souvent utilisée en Afrique subsaharienne. Les données sur l'épargne semi-formelle ne sont pas collectées dans la plupart des économies à revenu élevé.

L'épargne peut se faire aussi en confiant les économies à une personne extérieure à la famille, il s'agit de l'épargne non formelle.

6. Situation économique en Algérie et nécessité de l'inclusion financière dans le contexte actuel

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions importantes sur l'économie algérienne en 2020. Outre ses conséquences néfastes sur le plan sanitaire, la pandémie est venue aggraver d'autres facteurs négatifs, tels que la chute du prix du pétrole, ce qui a plongé l'économie algérienne dans la récession. Le PIB réel a baissé de 4,7 % en 2020, après une très faible croissance de 0,8 % en 2019. Les mesures mises en place pour contenir la COVID-19 ont eu de sérieuses répercussions sur les secteurs des services et de la construction, qui ont connu de nombreuses suppressions d'emplois. La baisse des recettes d'exportations de pétrole et de gaz a contribué à creuser davantage les déficits publics et externes. Ainsi, le déficit budgétaire a plus que doublé, passant de 5,6 % du PIB en 2019 à 13,6 % en 2020, sous la pression combinée d'une chute des recettes des hydrocarbures qui représentent une large part des recettes publiques, et des dépenses publiques importantes afin d'atténuer les retombées économiques de la crise sanitaire. Le déficit de la balance courante a également augmenté, passant de 10 % du PIB en 2019 à 14,8 % en 2020, en raison de la forte dépendance du pays aux exportations

d'hydrocarbures et des importations structurellement élevées. En conséquence, le niveau des réserves en devises a graduellement baissé, pour atteindre un niveau couvrant seulement 12 mois d'importations à la fin de 2020 alors qu'il en couvrait 13,6 mois à la fin de 2019. Afin de fournir aux banques une liquidité supplémentaire pour financer l'économie, la Banque d'Algérie a nettement baissé le ratio des réserves obligatoires à 3 % en septembre 2020 alors qu'il était de 12 % en février 2019. En 2020, l'inflation était de 2,4 %, comparativement à 2 % en 2019. Toutefois, l'Algérie doit mettre en place un programme visant à diversifier son économie en vue de limiter la dette publique interne et parvenir à une croissance inclusive, soutenue et durable, à court, moyen et long terme. Dans le cas contraire, la forte dépendance de l'économie algérienne aux hydrocarbures continuera d'entraver ses perspectives de développement sur le moyen terme. D'où la nécessité d'une thérapie de choc. Une thérapie qui passe en premier lieu par une inclusion financière plus performante. Une mission pour le moins compliquée compte tenu de la configuration de la place bancaire algérienne.

7. Données statistiques sur l'inclusion financière en Algérie

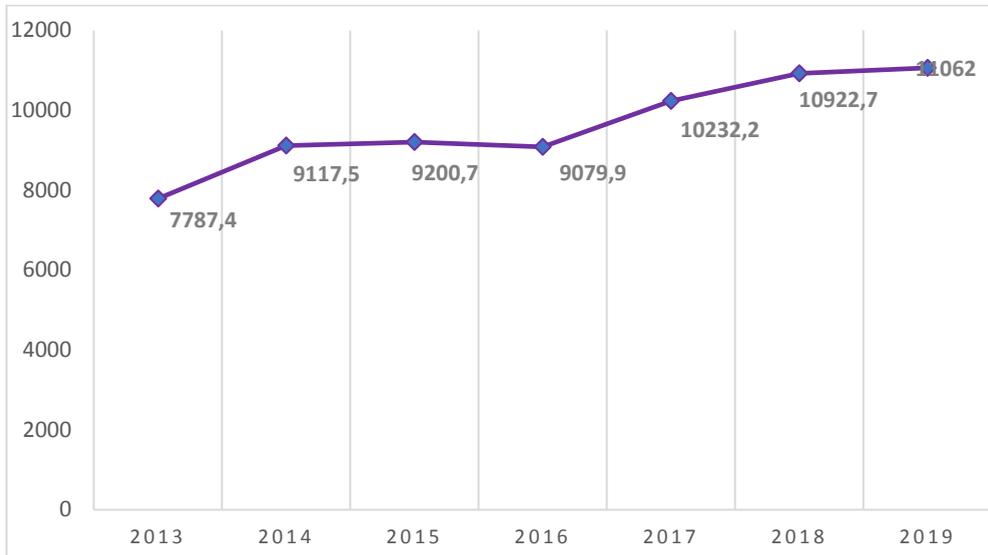
Nous allons présenter les données statistiques du PIB, PIB hors hydrocarbures, crédits à l'économie octroyés au secteur privé, la bancarisation, taux de chômage, dépenses publiques et l'épargne domestique brute en Algérie sur la période 2013-2019.

7.1. La bancarisation

Il s'agit des dépôts à vue, à terme et dépôts en garantie sur la période 2013-2019.

Figure 5 : la bancarisation (montant des dépôts) en Algérie 2013-2019

En milliards de DA



Source : Rapport de la banque d'Algérie

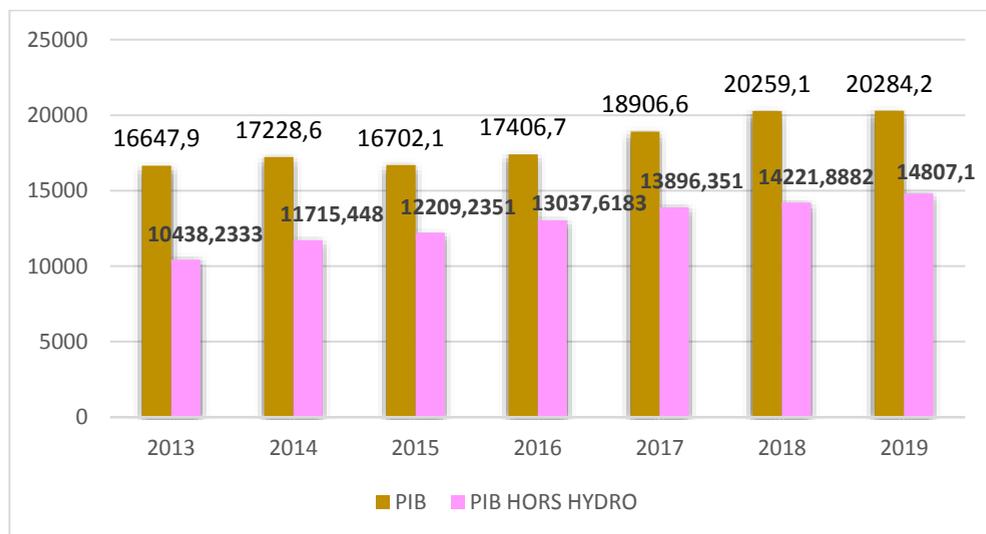
L'analyse des données relatives à l'activité de collecte de ressources des banques, nous remarquons une croissance annuelle sur la période 2013-2019 à part l'année 2016 où nous constatons une légère décroissance.

7.2. Le PIB

Dans le graphique suivant nous présentons Le PIB réel en Algérie sur la période 2013-2019 ainsi que le PIB hors hydrocarbures sur la même période.

Figure 6 : évolution du PIB sur la période 2013-2019

En milliards de DA



Source : Rapport de la banque d'Algérie

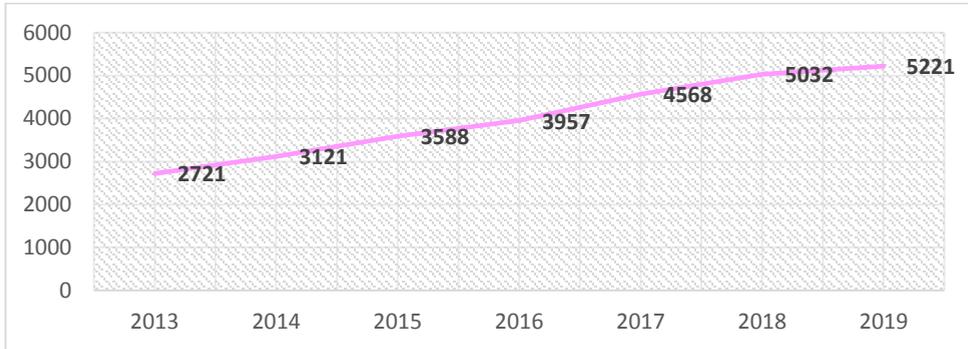
Le PIB réel en Algérie sur la période 2013-2019 connaît parfois une augmentation et parfois une décroissance ceci est dû au prix du pétrole qui est sensible aux chocs extérieurs, par contre pour le PIB hors hydrocarbures, nous remarquons une croissance annuelle sur toute la période 2013-2019. Cette croissance a été essentiellement tiré par les secteurs d'activités des l'industries, du Bâtiment, Travaux Publics et Hydraulique (BTPH), y compris les services et travaux publics pétroliers (STPP), ainsi que par les services marchands et l'agriculture.

7.3. Les crédits à l'économie

Il s'agit du crédit intérieur accordé au secteur privé et aux ménages sur la période 2013-2019.

Figure 7 : crédits accordés au secteur privé entre 2013-2019

En milliards de DA



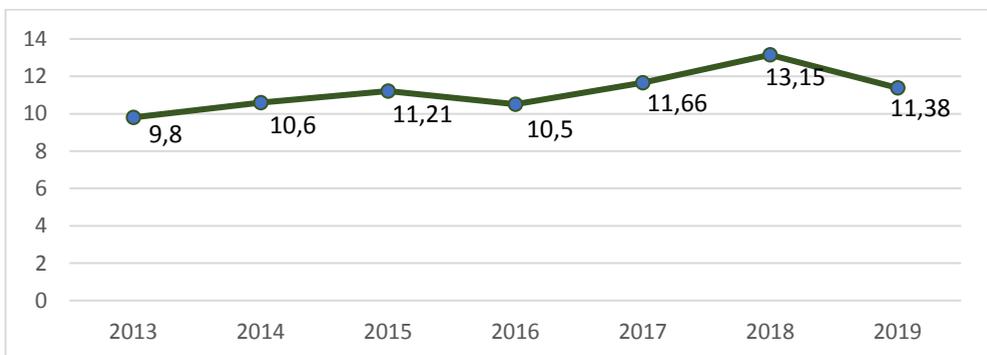
Source : Rapport de la banque d'Algérie

Nous remarquons qu'il y a une augmentation des crédits bancaires accordés au secteur privés sur toute la période 2013-2019, dans le cadre de l'encouragement des investissements.

7.4. Le taux de chômage

Cette statistique présente l'évolution du taux de chômage en Algérie de 2013 à 2019.

Figure 8 : le taux de chômage en pourcentage du PIB



Source : Rapport de la banque d'Algérie

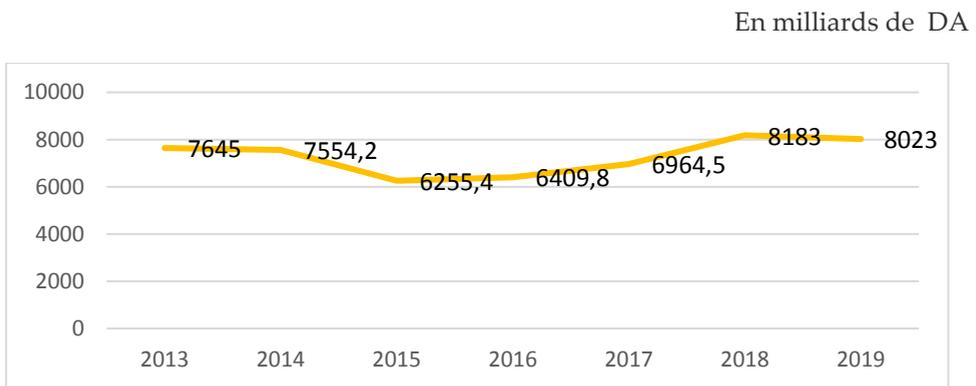
Entre 2013 et 2019, le taux de chômage en Algérie, a connu une variation, tantôt à la hausse et parfois à la baisse, ce taux a atteint un pic à environ 14 % en 2018.

7.5. Epargne domestique brute

L'épargne domestique brute représente la différence entre le PIB et les dépenses de consommation finale (l'ensemble de la consommation dans un pays pendant une période donnée). D'une manière plus précise, il s'agit de la partie du revenu national disponible qui n'est pas affectée à la dépense de consommation finale, celle des ménages ou celle des gouvernements. L'épargne domestique brute correspond aussi à la somme des épargnes brutes des différents secteurs institutionnels. Cet indicateur tire son utilité du fait qu'il nous renseigne sur la capacité d'un pays à débloquer ses propres capitaux pour les investissements, autrement dit, la non dépendance vis-à-vis les capitaux étrangers.

Nous allons voir l'évolution de l'épargne domestique brute en Algérie sur la période 2013-2019.

Figure 9 : épargne domestique brute en Algérie sur la période 2013-2019



Source : Rapport de la banque d'Algérie

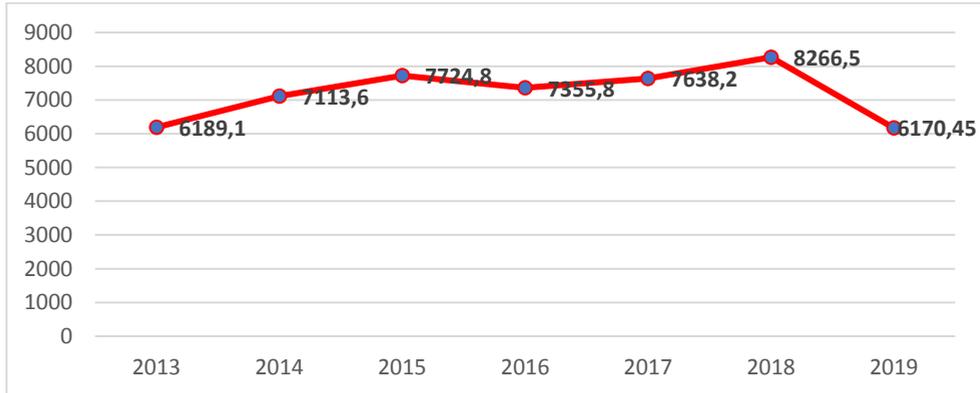
Nous constatons que l'évolution de l'épargne domestique brute ne connaît pas une stabilité, il connaît une croissance pour des années et pour d'autres années une décroissance sur la période 2013-2019, il varie entre 36 % et 48 % du PIB.

7.6. Les dépenses publiques

Les dépenses réalisées par les administrations publiques. Leur financement est assuré par les recettes publiques (impôts, taxes, et cotisations sociales) et par le déficit public.

Figure 10 : les dépenses publiques sur la période 2013-2019

En milliards de DA



Source : Rapport de la banque d'Algérie

Nous constatons que l'évolution des dépenses publiques ne connaît pas une stabilité, il connaît une croissance pour des années et pour d'autres années une décroissance sur la période 2013-2019, cette variation est liée principalement à la variation des dépenses d'investissement.

8. Etude de cas : l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique

8.1. Données

Il s'agit des données de la banque d'Algérie et de l'ONS, concernant les déterminants de l'inclusion financière, principalement les crédits accordés au secteur privé, le volume des dépôts bancaires, le taux de chômage, les dépenses publiques et l'épargne brute, concernant la croissance économique, elle est représentée par le volume du PIB. Ces données concernent la période 2013-2019.

8.2. Le modèle

On se base sur une régression linéaire multiple pour tester les effets relatifs des politiques financières sur la croissance économique en retenant comme variable endogène le PIB hors hydrocarbures et comme variables exogènes le crédit accordé au secteur privé et aux ménages par le secteur bancaire, les dépenses publiques globales, le taux de chômage, l'épargne brute, indicateurs d'inclusion financière.

8.3. Les résultats

Tableau 4 : matrice de corrélation

	DEPENSES P	DEPOT	CREDIT	CHOMAGE	EPARGNE	PIB HH
DEPENSES P	1	0,319	0,275	0,685	-0,280	0,292
DEPOT	0,319	1	0,960	0,842	0,401	0,958
CREDIT	0,275	0,960	1	0,792	0,323	0,987
CHOMAGE	0,685	0,842	0,792	1	0,343	0,750
EPARGNE	-0,280	0,401	0,323	0,343	1	0,235
PIB HH	0,292	0,958	0,987	0,750	0,235	1

Source : Logiciel Excel stat

Tableau 5 : Estimation du modèle

Observations	7
Somme des poids	7
DDL	1
R ²	1,000
R ² ajusté	1,000
MCE	9,893
RMCE	3,145
MAPE	0,007
DW	2,624
Cp	6,000
AIC	14,421
SBC	14,097
PC	0,000

Source : Logiciel Excel stat

Tableau 6 : Analyse de la variance (PIB HH)

Source	DDL	Somme des carrés	Moyenne des carrés	F	Pr > F
Modèle	5	14336598,819	2867319,764	289843,123	0,001
Erreur	1	9,893	9,893		
Total corrigé	6	14336608,712			

Source : Logiciel Excel stat

Tableau 7 : Paramètres du modèle (PIB HH)

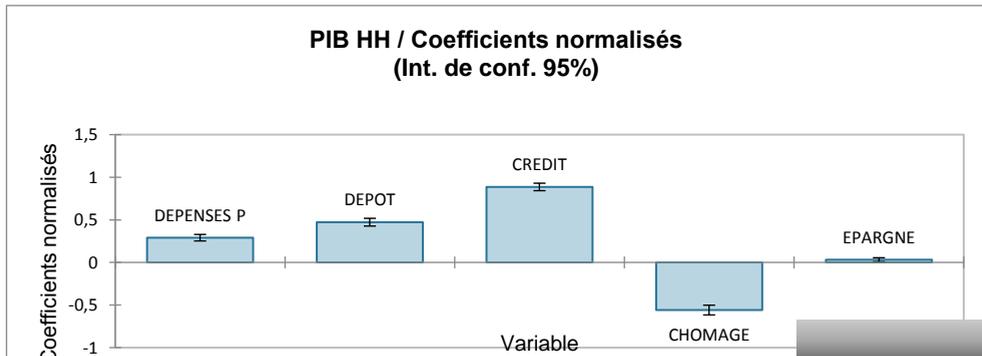
Source	Valeur	Erreur standard	t	Pr > t	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
Constante	5579,084	25,578	218,118	0,003	5254,082	5904,087
DEPENSES P	0,570	0,006	96,614	0,007	0,495	0,645
DEPOT	0,623	0,005	131,217	0,005	0,563	0,684
CREDIT	1,437	0,006	255,536	0,002	1,366	1,508
CHOMAGE	-808,510	6,521	-123,989	0,005	-891,364	-725,655
EPARGNE	0,064	0,004	17,114	0,037	0,017	0,112

Source : Logiciel Excel stat

Tableau 8 : Coefficients normalisés (PIB HH)

Source	Valeur	Erreur standard	t	Pr > t	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
DEPENSES P	0,290	0,003	96,614	0,007	0,252	0,328
DEPOT	0,472	0,004	131,217	0,005	0,427	0,518
CREDIT	0,886	0,003	255,536	0,002	0,842	0,930
CHOMAGE	-0,559	0,005	-123,989	0,005	-0,616	-0,502
EPARGNE	0,032	0,002	17,114	0,037	0,008	0,055

Source : Logiciel Excel stat

Figure 11 : PIB HH / Coefficients normalisés

Source : Logiciel Excel stat

8.4. Interprétation des résultats

Le coefficient de détermination est égal à 1, cela veut dire que le PIB hors hydrocarbures est très bien expliqué par les variables le crédit accordé au secteur privé et aux ménages par le secteur bancaire, les dépenses publiques globales, le taux de chômage, l'épargne brute. Toutes les variables ont un impact significatif sur le produit intérieur brut hors hydrocarbures.

Le test de Fisher du tableau d'analyse de la variance nous permet de rejeter l'hypothèse qu'un modèle basé sur la seule moyenne serait aussi performant que notre modèle (la p-valeur de F vaut 0,001 qui est inférieure à notre seuil de significativité 0,05). Nos variables explicatives apportent donc une quantité d'information significative au modèle. La colonne valeur dans le tableau paramètres du modèle permet d'écrire l'équation du modèle :

$Y = 5579,084 + 0.57 * \text{dépenses publiques} + 0.623 * \text{dépôts bancaires} + 1.437 * \text{crédits à l'économie} - 808.51 * \text{taux de chômage} + 0.064 * \text{épargne brute}^1$.

Le tableau des coefficients normalisés permet de conclure que toutes les variables sont significatives. Ceci est clairement visible sur le graphique des coefficients normalisés, car la valeur 0 n'est comprise dans aucun intervalle de confiance autour des coefficients normalisés.

¹ Logiciel XLSTAT

9. Conclusion

L'inclusion financière a un impact positif sur le taux de croissance hors hydrocarbures. Plus la taille du secteur financier augmente (plus de banques et d'institutions financières, plus de comptes bancaires et autres services financiers offerts aux populations, etc.), plus le taux de croissance augmente, toutes choses égales par ailleurs. Ce résultat corrobore avec le signe attendu de notre étude. Afin de stimuler la bancarisation et parvenir à une croissance plus inclusive, les pouvoirs publics doivent favoriser la création et l'implantation de nouveaux établissements bancaires et financiers. Ce résultat est en adéquation avec les travaux de McKinnon et (Shaw, 1973), (Zenasni, 2014) et (Onaolapo, 2015). Le crédit accordé au secteur privé et aux ménages, est significatif et impacte positivement le PIB hors hydrocarbures. Le crédit bancaire est la principale variable de financement de l'économie. (Gurley et Shaw, 1960) ont mis l'accent sur le rôle du canal du crédit et plus précisément sur le rôle des institutions financières dans l'offre des fonds pour financer l'activité réelle. (Stiglitz et Weiss, 1981) avancent l'hypothèse selon laquelle le crédit bancaire est la seule source de financement externe ; le crédit à l'économie agit positivement sur la croissance économique. Une augmentation de l'offre de crédit entraîne celle de l'activité économique.

Le taux de chômage a un impact négatif sur le volume du PIB hors hydrocarbures. Une augmentation du taux de chômage entraîne une diminution du PIB hors hydrocarbures et vice-versa. Ce résultat est conforme à ceux de (Lucas et al., 1986) et (Khemakhem, 2003), pour qui, il existe une relation entre épargne et investissement, une augmentation du taux de l'épargne augmente le taux de croissance de l'économie. Les dépenses publiques impactent positivement le PIB hors pétrole. Une augmentation des dépenses publiques entraîne une augmentation du PIB hors pétrole et vice-versa. Ce résultat, s'explique par la hausse des recettes pétrolières notamment. Il conforte ainsi ceux de (Landau, 1983), (Romer, 1986), (Barro, 1991) et (Morley et Perdakis, 2000), pour qui, il existe une corrélation nettement positive entre les dépenses publiques et la croissance

économique, même si cette influence dépend de la composition des dépenses publiques.

Les études mondiales démontrent que beaucoup de pays n'atteignent pas encore des niveaux acceptables d'inclusion financière en raison, entre autres, de difficultés socioéconomiques, culturelles, géographiques et mêmes politiques que rencontre leur population. En Algérie, les quelques progrès réalisés tant au niveau économique, financier et infrastructurel qu'au niveau social et culturel n'ont pas encore contribué à faire avancer le taux de bancarisation de la population. Cela est dû au fait que- au-delà des déséquilibres notés entre l'offre et la demande de services financiers résultant de l'insuffisance du réseau de proximité, des coûts extrêmement élevés et des freins règlementaires- la population éprouve des sentiments de méfiance auxquels s'ajoutent les considérations religieuses et le manque de culture financière conduisant à la mise à l'écart et à l'exclusion. Enfin, pour les services postaux, bien qu'ils soient relativement denses et en croissance remarquable, ils restent néanmoins restreints aux simples opérations financières.

La dominance du secteur pétrolier se traduit par une vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs. Le secteur hors pétrole ne contribuant que faiblement à la croissance du PIB global. Mais, cette croissance économique n'est pas très inclusive ; elle a eu peu d'impact sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des Objectifs du Millénaire pour le Développement, Enfin, on peut dire qu'il reste des efforts et des progrès à réaliser.

10. Bibliographie

- Abessolo, Y. A., Timbi S. (2019), Institutions et inclusion financière dans la CEMAC, *Revue finance et finance internationale* ;
- Banque d'Algérie (2014, 2018,2019), Rapport annuel « évolution économique et monétaire en Algérie ;
- Barro, R. J. (1991), Economic Growth in a Cross -section of Countries, *Quarterly Journal of Economics*, 106(2), pp : 407-443 ;
- Blancheton, B., Maveyraud -Tricoire S. (2006), Les indicateurs d'intégration financière internationale : un faisceau de mesures convergent, *Cahiers du GRES*;

- Deidda, L., Fattouh B. (2002), Non -linearity Between Finance and Growth, *Economics Letters*, 74(3), pp: 339-345;
- Galbis, V. (1977), Financial Intermediation and Economic Growth in Less Developed Countries: A theoretical Approach, *Journal of Development Studies*, 13(2), pp: 58-72;
- Gardeva, A., Rhyne E. (2011), Opportunities and Obstacles to Financial Inclusion, Survey Report, Center for Financial Inclusion, India;
- Khemakhem, M. A. (2013), Développement des systèmes financiers et croissance économique: cas des pays en voie de développement, *Revue européenne du droit social*, n° 1(18), pp: 218-239 ;
- Michaely, M. (1977), Exports and Growth : An Empirical Investigation, *Journal of Development Economics*, 4(1), pp: 49-53;
- Neaime, Simon (2019), Financial Inclusion and Stability in the MED Region: Evidence from Poverty and Inequality, FEMISE RESEARCH PAPERS;
- The World Bank (2014, 2017), Global Financial Inclusion (Global Findex) Database;
- Zenasni, S. (2014), Les Effets de L'intégration Financière sur la Croissance des Economies du Maghreb dans un Contexte de Globalisation et de Crises, Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen, Algérie.